

Service de la Protection de l'Environnement et de la Nature
15 avenue de Cucillé
CS 90 000
35919 RENNES

RENNES, le 19/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



HTL

7 RUE ALFRED KASTLER
Z.I de l'Aumaillerie
35133 JAVENE

Références : 2022-03248
Code AIOT : 0053501395

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2022 dans l'établissement HTL implanté 7 RUE ALFRED KASTLER Z.I de l'Aumaillerie 35133 JAVENE. L'inspection a été annoncée le 23/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre de la parution de l'arrêté préfectoral du 12/08/2022 portant sur la limitation ou l'interdiction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau dans le département d'Ille-et-Vilaine (niveau de crise).

Elle vise à s'assurer du respect des mesures de restrictions fixées par l'arrêté cadre sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HTL
- 7 RUE ALFRED KASTLER Z.I de l'Aumaillerie 35133 JAVENE
- Code AIOT : 0053501395
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société HTL, située 7 Rue Alfred KASTLER sur la commune de JAVENE (35133), exploite une unité de fabrication de biopolymères.

Elle est autorisée par arrêté préfectoral n°44268 du 20 novembre 2019 au titre de la rubrique principale n°3450.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des restrictions d'usage de l'eau dans le cadre de l'alerte sécheresse niveau crise.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvement journalier ou hebdomadaire	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet
2	Consommation d'eau : Origine de l'eau du site	Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 4.1.1.1	/	Sans objet
3	Consommation d'eau : Respect des restrictions imposées	Arrêté Préfectoral du 12/08/2022, article 2	/	Sans objet
5	Déclaration annuelle des émissions polluantes- Registre GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le groupe HTL est engagé dans une démarche de réduction de ses consommations d'eau.

La société HTL est un consommateur d'eau significatif, avec des consommations inférieures à son arrêté d'autorisation.

Un diagnostic bilan des consommations d'eau a été établi en 2019.

Concrètement, des efforts sont menés annuellement pour réduire le volume d'eau nécessaire pour produire un kilogramme d'acide hyaluronique. Entre 2018 et 2020, la quantité d'eau nécessaire pour produire un kilogramme d'acide hyaluronique a été réduite de 23%, et une réduction de 25% est inscrite dans un processus d'amélioration continue jusqu'en 2025.

Pour atteindre ces objectifs, des actions ont été mises en place et d'autres viendront.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement journalier ou hebdomadaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau : Prélèvement journalier ou hebdomadaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : -Dispositif de mesure totalisateur: Le site est équipé de trois compteurs principaux, un sur chaque branchement au réseau. -Relevé des consommations: Les consommations sont enregistrées journalièrement sur un fichier tenu à jour par l'exploitant. Les évolutions de consommations d'eau par kg d'acide hyaluronique produit sont présentées depuis 2018 avec une projection jusqu'en 2026.
Observations : L'exploitant devra transmettre le devis d'installation de nouveaux compteurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consommation d'eau : Origine de l'eau du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2019, article 4.1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine de l'eau du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau, notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : 150 000 m3/an. 600 m3/jour
Constats : L'eau du site provient uniquement du réseau public d'adduction d'eau potable. Les installations sont munies de dispositifs de mesure totalisateur, ainsi que de disconnecteurs. La consommation d'eau déclarée dans GEREP par l'exploitant pour 2021 est de 92074 m3, et la prévision pour 2022 est de 136000 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consommation d'eau : Respect des restrictions imposées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des restrictions imposées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bilan mensuel des mesures mises en place et des économies d'eau réalisées en application des mesures de réduction de la consommation d'eau +</p> <p>Vigilance : réduction volontaire des consommations relevé des compteurs à fréquence mensuelle</p> <p>Alerte : 5 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse + relevé des compteurs à fréquence bimensuelle</p> <p>Alerte renforcée : 25 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse + relevé des compteurs à fréquence bimensuelle</p> <p>Crise : A minima, 25% de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année hors période de sécheresse et pouvant aller jusqu'à l'interdiction sur décision du préfet + relevé des compteurs à fréquence bimensuelle</p> <p>Cadre général d'application sauf si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'arrêté préfectoral encadrant l'activité prévoit des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse, Ou - l'industriel peut présenter un diagnostic de moins de 5 ans portant sur son procédé et proposant un plan d'actions de réduction des consommations d'eau qu'il s'est engagé à mettre en oeuvre, Ou - l'industriel peut démontrer que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (e.g mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité). <p>**** Concernant la réutilisation des eaux usées traitées issues des stations de traitement des eaux usée (STEU), un réglementation spécifique est associée et doit être respectée</p>
<p>Constats :</p> <p>Le groupe HTL est engagé dans une démarche de réduction de ses consommations d'eau. Un diagnostic bilan des consommations d'eau a été établi en 2019.</p> <p>Concrètement, des efforts sont menés annuellement pour réduire le volume d'eau nécessaire pour produire un kilogramme d'acide hyaluronique. Entre 2018 et 2020, la quantité d'eau nécessaire pour produire un kilogramme d'acide hyaluronique a été réduite de 23%, et une réduction de 25% est inscrite dans un processus d'amélioration continue jusqu'en 2025.</p> <p>Un plan de suivi et de réduction des consommations d'eau est présenté, avec notamment les mesures suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - refroidissement des installations en circuit fermé pour la ligne HTL 4.1; - mise en place de refroidisseurs adiabatiques; - récupération des condensats de vapeur et retour en chaufferie pour HTL 6; - choix de pompes à vide sèche; - suppression des pertes d'EPU; - refroidissement des installations en circuit fermé pour les fermenteurs HTL 1; - augmentation du seuil d'acceptation de la conductivité; - diminution de la fréquence de rinçage des membranes et du temps de purge pour la production d'EPU (HTL 4); - mise en place d'un niveau sur la RI; - arrêt de l'arrosage automatique; - communication et sensibilisation auprès du personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration annuelle des émissions polluantes-Registre GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. – L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de "traitement en milieu terrestre" ou d'"injection en profondeur" énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; – la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/an pour les rejets en mer et 10 Mth/an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; – les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation.[,,]
Constats : La déclaration des volumes d'eau consommés est bien réalisée tout les ans sur le site de déclaration des émissions polluantes GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet